

INDICES

le nouveau film de Vincent Glenn en salles

SORTIE NATIONALE LE 02 MARS 2011

DOCUMENTAIRE – FRANCE – 2010 – COULEUR – VIDÉO – 81 MN

INDICES-PENSABLES

« PRODUIT INTÉRIEUR BRUT » (PIB POUR LES INTIMES) :

Indicateur économique qui mesure les richesses créées dans un pays donné.
Signe caractéristique : banal, fait partie du quotidien de chaque citoyen-ne.

« CROISSANCE » :

Désigne l'augmentation du PIB sur une période donnée.
Signe particulier : familière, enseignée dès les classes de Lycée, entendue dès l'enfance par tout individu ayant eu accès à une télévision ou à un poste de radio.

« LE PIB AUGMENTE ET LE CHÔMAGE AUGMENTE AUSSI » :

Constat devenu habituel dans les pays les plus industrialisés.

Euh... pardon ? Le PIB augmente et le chômage augmente ?
Attendez là, vous êtes sûr que c'est normal ?!...

De nos jours encore, le PIB est l'indicateur de richesse le plus cité en référence dans les médias, par les économistes, les journalistes ou les élus politiques. Qu'est-ce donc qui fait continuer à préconiser l'augmentation du PIB coûte que coûte si celui-ci, pour reprendre l'expression de Robert Kennedy « sert à mesurer tout sauf ce qui fait que la vie vaut d'être vécue » ? Mystère...

« INDICES » le nouveau film de Vincent Glenn expose les aberrations d'un mode de calcul qui additionne en positif les réparations occasionnées par les catastrophes, et qui continue à être le principal critère utilisé pour situer le « niveau de vie » des nations.

A l'heure où l'on s'effraie des craquements multiples de l'économie de surconsommation, Indices explore également les alternatives déjà disponibles pour mesurer le véritable progrès social, donner une idée de la « taille du gâteau » mais aussi de son partage et de sa qualité.

Multirécidiviste du documentaire d'analyse socio-politique, Vincent Glenn nous conduit cette fois dans les méandres d'une commission aussi prestigieuse que peu visible du grand public.

Vous ne savez pas bien ce qui anime le Forum pour d'autres indicateurs de richesse (FAIR), ni ce qu'est la « Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social » ? Allez voir ce documentaire, il a été fait pour vous.

« DHR » (DIRECTION HUMAINE DES RESSOURCES) :

Indices est co-produit et distribué par la coopérative DHR. Fondée en 2006, DHR mutualise des moyens pour produire des œuvres aussi bien audiovisuelles et musicales que littéraires, théâtrales ou artisanales.

Avec les interventions de :

Bernard Cressens, Jean Fabre, Jean Gadrey, Enrico Giovannini, Patricia Gualinga, Florence Jany-Catrice, Vivian Labrie, Bernard Lietaer, Dominique Méda, Ricardo Petrella, Joseph Stiglitz, Aminata Traoré, Patrick Viveret... et de brèves apparitions de la Chorale Trans-Harmonique des 50 000 Révoltés.

Auteur-réalisateur : Vincent Glenn.

Images & sons :

Thierry Bellanger, Basile Carré-Agostini, Meryem Delagarde, Romain Dumas, Philippe Elusse, Eric Lebel, Aurelien Martin, Antoine Tracou.

Montage :

Philippe Elusse, Antoine Tracou, Vincent Glenn, Guillaume Lebel.

Musiques :

Seb Martel, Fantazio, Pierre Fruchard, Benjamin Colin, Las ondas marteles, Les Enfants des autres.

Photos : Tendance Floue.

Animation graphique : Benjamin Choissard.

Assistant réalisation : Antoine Dumontet.

Lieux de tournage : Ile-de-France, Lyon, Belém, Cayenne.

Chargés de production DHR : Marie Depondt, Eric Lebel, Raphaël Vion.

Productions :

DHR, Corto Pacific, IADC-Espace Jacques Prévert d'Aulnay-Sous-Bois & La Locale.

Producteurs : Philippe Bouychou & Vincent Glenn.



PROGRAMMATION / DISTRIBUTION : Coopérative DHR (Direction Humaine des Ressources)

T : +33 9 53 77 56 74 / +33 6 84 76 44 68

E-M : cooperative@d-h-r.org

PRESSE : Samantha Lavergnolle

T : +33 1 73 73 82 21 / +33 6 75 85 43 39

E-M : lavergnolle2@gmail.com

DHR
DIRECTION HUMAINE DES RESSOURCES
OUVRIERS ASSOCIÉS



La Croissance c'est l'augmentation du PIB, mais le PIB c'est quoi ?
Indices, c'est 81 minutes pour entrer dans cette question et en sortir. Aïe nous voici pris à notre tour par le démon du chiffreage...

Indices c'est un film-enquête. Vous y trouverez un échantillonnage de documents méticuleusement cueillis et susceptibles d'étayer quelques soupçons.
Nous sommes nombreux à penser qu'il est possible et urgent de se désengluier l'esprit du culte du PIB. Pourtant, si la maladie est de mieux en mieux identifiée, les remèdes tardent à se faire connaître.

Au sein de la nébuleuse des militants pour une nouvelle approche de la richesse, il y a beaucoup de tendances et de nuances, des différends importants, et autant de tentatives pour s'accorder autrement « sur ce qui compte vraiment ».

Il existe un accord assez large sur la nécessité de mettre en place de nouvelles normes, de nouvelles priorités, de nouveaux systèmes de mesure pour échapper au productivisme capitaliste.

Mais faut-il mettre en chiffres de nouveaux pans de l'humanité pour ne plus se laisser imposer « ce qui compte » par les puissances d'argent ?
Faut-il donner un équivalent monétaire à des activités qui n'en ont pas pour leur donner une valeur ?

Nous rejoignons la démarche des créateurs et protagonistes du film : citer quelques arguments dûment choisis, élargir le débat.



LA COMMISSION STIGLITZ :

Son nom officiel est : Commission sur la Mesure de la Performance Économique et du Progrès Social (parfois nommée Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi). Elle a été créée en janvier 2008 sur l'initiative du gouvernement français.

Son but est d'identifier les limites du PIB, d'examiner quel supplément d'information est nécessaire pour produire une image plus pertinente, de discuter quelle en serait la présentation la plus appropriée, et de vérifier la faisabilité des instruments de mesure proposés.

La commission est présidée par le professeur Joseph E. Stiglitz, de l'université de Columbia. Le professeur Amartya Sen, de l'université de Harvard, est conseiller du président. Le professeur Jean-Paul Fitoussi, de l'Institut d'Études Politiques de Paris, président de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) est coordinateur de la commission. Les membres de la commission sont des experts reconnus, venant du monde universitaire et des organisations gouvernementales ou intergouvernementales, et de plusieurs pays (États-Unis, France, Royaume-Uni, Inde).



LE COLLECTIF F.A.I.R : Forum pour d'autres indicateurs de richesses

Suite à la constitution de la Commission Stiglitz, les réseaux de la société civile qui ont déjà travaillé sur la question des nouveaux indicateurs de progrès « au-delà du PIB », ont créé le collectif FAIR : forum pour d'autres indicateurs de richesse.

Pour trouver des solutions aux grands problèmes sociaux, environnementaux et démocratiques qui se posent aujourd'hui, il faut, parmi bien d'autres choses, changer notre regard sur la richesse et sur sa mesure, et aller au-delà des indicateurs économiques usuels – comme le produit intérieur brut et la croissance économique. Mais ce travail nécessaire est-il seulement une affaire d'experts ?

Depuis des années, notamment en France, des réseaux de la société civile, militants associatifs et syndicaux, des acteurs des territoires et des chercheurs de plusieurs disciplines, travaillent cette question. Ils ont produit des réflexions de fond, commencé à mettre des indicateurs au service d'une réorientation de politiques publiques et de décisions privées.

« Parmi les remèdes à apporter à la domination de l'économie et du marché sur nos vies, l'idée d'adopter une autre convention de richesse que le PIB occupe une place éminente, encore renforcée par le récent « rapport Stiglitz ». Mais n'est-ce pas, en définitive, une fausse bonne idée qui, loin de l'atténuer, risque d'accroître encore le mal principal de nos sociétés : la soumission de toutes nos actions, qu'elles soient marchandes, administratives ou bénévoles à la dictature de l'évaluation quantitative systématique ? »

Alain Caillé, Les indicateurs de richesse alternatifs, une fausse bonne idée ?
Réflexions sur les incertitudes de la gestion par le chiffre.
Revue du MAUSS, octobre 2010

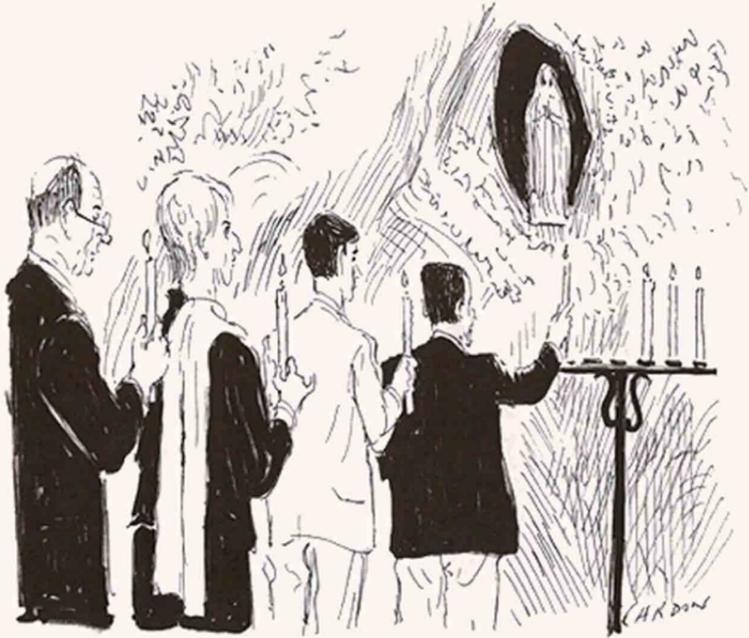


Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à la question des indicateurs ?

Le point de départ est peu spectaculaire, un débat public, à Saint Ouen, que les organisateurs m'ont demandé de venir filmer, et où cette notion « d'indicateur de richesse » était au cœur des discussions.

C'est à partir de là, qu'est née l'idée d'un film et avec mes coéquipiers de tournage, nous avons eu assez vite deux moteurs :

- 1) nous documenter sur ce chapitre des indicateurs de richesse qui nous semblait intuitivement plus important, et surtout moins « technocratique », qu'il peut en avoir l'air de prime abord.
- 2) si possible rendre lisible l'état des débats en cours et pourquoi de si nombreuses prises de positions remettent en cause le PIB.



Chute de la croissance : mobilisation gouvernementale

Est-ce une façon de critiquer la croissance ?

Le fait qu'on parle presque toujours de « croissance » tout court sans plus juger bon de préciser « croissance du PIB », me semble en soi, très significatif : on entend quotidiennement parler de croissance, mais pour ne pas entendre grand chose d'autre que de fausses évidences (faut que ça monte !) masquant presque toujours de vraies déclarations d'impuissance (comment voulez-vous créer des emplois si la croissance est faible...).

Or plutôt que « pour ou contre la croissance », il vaudrait mieux se demander : « de quoi parle-t-on quand on parle de croissance, quels objectifs politiques exprime-t-elle ou masque-t-elle ? »

La « croissance » citée, chiffrée, commentée chaque jour dans les médias, c'est la « croissance du PIB » et ce n'est que ça. Autant dire plus grand-chose. Cela ne donne qu'un piètre renseignement si on cherche à situer le « niveau de vie des habitants » de tel ou tel pays, mais surtout cette « croissance » n'indique presque plus rien du tout s'il s'agit de se faire une idée des progrès réalisés, si l'on en juge par exemple, par l'évolution du chômage, l'état des services publics, ou le niveau de pollution.

Pourtant, tout semble encore s'organiser autour de cet indicateur, star des médias et divinité pour les « marchés ».

Qu'apporte la Commission Stiglitz au débat ?

Le film s'est construit, initialement, comme une enquête sur cette Commission, mais au final, ce sont surtout les membres du FAIR qui nous ont aidé à nous faire une opinion. La Commission Stiglitz est symptomatique de ce moment étonnant de notre histoire où tout se passe comme si un nombre conséquent « d'experts » s'accordaient pour dire : « bon, nous avons manifestement une boussole économique qui nous indique un très mauvais cap ; surtout, cette boussole nous a masqué des problèmes humains considérables ». Parmi ces experts, des prix Nobel, des intellectuels réputés pour leur caractère « modéré », des économistes parmi les moins soupçonnables de « gauchisme ».

Ces prises de position sont en elles-mêmes des indices. Quand l'alerte est donnée « de l'intérieur », comme par exemple quand le spéculateur Soros dénonce, en connaissance de cause, la spéculation, il se passe souvent des choses révélatrices. Cela ne décerne pas un brevet de vertu, mais cela peut susciter de salutaires prises de conscience.

Pouvez-vous dire l'intrigue du film en quelques mots ?

Le film commence par la remise officielle du rapport de la Commission Stiglitz. Cela peut donner l'impression d'une forêt inextricable de choses abstraites ou illisibles : des indicateurs, des statistiques, des chiffres, une commission... Par la suite le film redéploie et explore ce que l'on a vu dans ces premières minutes.

On part du PIB, on cherche à le saisir, à le déshabiller.

Le montrer dans sa nudité était déjà un petit défi en soi, une sorte de strip-tease... Je ne garantis pas que ce que nous avons obtenu soit torride, mais je crois la tentative en elle-même assez parlante !

Vous suggérez également des façons de s'en libérer...

Une des questions portées par le film pourrait être « comment sortir la tête du PIB ? » Dès qu'on soulève la question d'autres « indicateurs », c'est-à-dire d'autres paramètres, d'autres références, d'autres baromètres, on entre sur le terrain des valeurs, de la légitimité, et surtout, on met l'accent sur « qui les utilise et comment ». Se mettre d'accord sur de nouveaux indicateurs, ce n'est pas seulement s'intéresser à « ce qu'il faut subvertir, casser, mettre hors d'état de nuire », c'est dire « par quoi on peut remplacer ». C'est proposer des critères et des outils de mesure en vue de les rendre légitimes pour la société. C'est donc une bagarre faite de proposition autant que de contestation. Aujourd'hui tout se passe encore comme si l'injonction à « faire du PIB » nous dictait en permanence : « il faut produire plus, plus vite, encore plus et encore plus vite. »

Pour vous le débat autour des nouveaux indicateurs de richesse est un enjeu politique ?

Je crois qu'avec la contestation du PIB comme centre de gravité de l'économie, il y a une mise en cause radicale de l'ordre actuel et l'affirmation d'objectifs humains à contre-courant de la course à la productivité. Toute la difficulté réside dans nos irréductibles subjectivités, lorsqu'il s'agit de déterminer ces « autres priorités humaines » : réaliser l'accès universel à l'eau potable, aux traitements du virus VIH, faire cesser la sous-nutrition, permettre l'éducation tout au long de l'existence, sortir du nucléaire... ? Que veut-on mettre en avant ?

Les membres du FAIR travaillent à la reconnaissance collective qu'il existe des activités humaines importantes, voire absolument vitales, et qui ne sont pourtant pas considérées comme telles par les dirigeants, parce que « non solvables », sans existence monétaire ni perspective de profit.

On voit bien ici qu'il s'agit de contester les outils de mesure, mais en même temps, de remettre en question la logique productiviste de la plupart des responsables politiques.

Comment pourraient pratiquement émerger d'autres indicateurs de richesse ?

Travailler à l'émergence de nouveaux indicateurs de richesse, c'est chercher à provoquer des délibérations et des accords collectifs sur ce que nous jugeons prioritaire.

Plutôt des hôpitaux publics avec ce qu'il faut d'effectifs, plutôt des classes non surchargées dans les collèges, ou plutôt le profit coûte que coûte ? Plutôt le choix concerté des citoyens ou plutôt celui des banques ? Une des réponses les plus répandues jusqu'aujourd'hui a été que l'augmentation du volume de richesse des uns finit toujours par profiter à tout le monde.

Les « indicateurs de richesse » peuvent nous permettre de nous attaquer à ce genre de mystification, ils sont un autre terme pour dire « repères collectivement lisibles et partagés ». Lorsqu'ils arrivent à un certain niveau de légitimité, ils pointent un certain « sens », une préférence collective, une référence commune qui a été expérimentée, mûrie, délibérée.





C'est donc surtout une invitation à changer de regard ?

Et de pratiques quotidiennes, sociales et culturelles. Si on cherche à s'émanciper des modes de vie dictés par « l'augmentation du PIB coûte que coûte », on est conduit à soulever la question de l'après-société-de-consommation. Et si on fait cela, on déclenche une remise en cause encore plus profonde et dérangement, celle de nos sociétés-qui-ne-jurent-que-par-la-production.

La « société de consommation » n'est qu'une conséquence de sociétés devenues de plus en plus productives et ayant placé la « production » au centre de toutes les préoccupations. Un dépassement de la société de consommation (car après tout, il n'est écrit nulle part que nous soyons condamné à rester des homo-consummatu pour l'éternité !) implique une remise en cause de la place de la production dans nos vies...

Ce qui n'est pas gagné dans nos sociétés où ceux qui ne « produisent » pas sont considérés comme des parasites ou des inutiles.

Sortir de l'obsession de la production, c'est possible ?

Au rythme actuel de la course mondiale à la productivité, même si la société multipliait par 50 les « besoins de consommation » des habitants, (des pubs vite !) il n'y aura plus besoin de tout le monde pour participer aux « activités productives ». Quelle place sera alors laissée aux autres, ceux qui ne « produisent » pas ou peu, tout au moins rien de reconnu par le système bancaire actuel ? Quelles « activités » seront possibles pour ces « autres » qui auront été exclus de la machine de « production » ? Il y a de toute évidence, profusion d'activités utiles à faire partout, à condition de ne pas systématiquement orienter les individus vers ce qu'ils ont de « solvable ». Cela suppose des changements de mentalités considérables, et soulève nombre de questions : comment cesser de complexifier ou criminaliser les « éléments moins performants », les vieux (qui sont un « coût »), les jeunes (qui ne trouvent pas « d'emploi »), les fragiles (qui ne répondent pas aux critères de la compétition généralisée), les déviants (qui ne soumettent pas aux différents formatages) ? Comment passer d'une culture d'ultra-concurrence à une société où la valeur de l'entraide serait devenue un indice de richesse et de dignité collective ?

C'est presque un programme... Vous êtes tenté par la Présidentielle ?

Pour organiser une constituante et une nouvelle République, oui.
Je veux bien être candidat pour l'abolition de la Présidentielle.

Propos recueillis par Orianne Faisandier et Raoul Diat

INDICES-CIBLE ÉNIGMES

Si on entend dire parfois « ce qui a une vraie valeur n'a pas de prix », comment se fait-il que la plupart du temps, à tout ce qui n'affiche pas son prix, nos sociétés ne confèrent aucune valeur ?

Pourquoi y-a-t-il tant de choses utiles à faire partout et tant de gens sans travail ?

A partir de quel seuil, une trop grande quantité d'informations vient-elle générer un obscur sentiment de confusion ?

A partir de quand la profusion de repères individuels devient un déboussolement collectif ?

Pourquoi personne ne croit qu'il est possible de nourrir tous les êtres humains alors que les chiffres le disent ?

Pourquoi des outils conçus pour produire des richesses et faciliter l'échange (monnaies, entreprises, banques) donnent-ils l'impression d'être devenus d'authentiques divinités dont les exigences doivent être servilement satisfaites ?

Pourquoi entend-on si souvent parler d'emplois et si peu de métiers ?

Pourquoi ceux qui prennent pour argent comptant le pouvoir financier sont-ils monnaie courante ?

Comment se fait-il que malgré tant de mauvaises nouvelles, tant de gens continuent à écouter le journal de 20 heures ?

Qu'est-ce qui peut avoir conduit Jean Renoir à dire « le problème en ce monde, c'est que chacun à ses raisons » ?

Si vous avez des éléments de réponses à ces questions, vous pouvez contacter : mouvement-revelationnaire@oeuvrier.org

Si à partir de là, vous avez un début de programme politique à proposer, vous pouvez les inscrire directement sur le site www.De-Nouvelles-Prises-de-la-Bastille-Sont-Probables.org

Un grand merci à Cardon et aux Éditions L'Échappée
Dessins extraits de « Vu de Dos - 30 ans de dessins plus que politiques ».



Crise: Banquiers et traders survivront-ils?